[*Prénom, Nom*]

[*Numéro, Rue*]

[*Code postal, Ville*]

[*Etude*]

[*Prénom, Nom du liquidateur*]

[*Numéro, Rue*]

[*Code postal, Ville*]

[*Lieu*]

[*Date*]

***Par lettre recommandée avec accusé de réception***

**Ref : liquidation judiciaire de la société [nom] (jugement d’ouverture en date du [date])**

**Objet**: déclaration de créance et demande de résiliation du contrat d’édition du [date]

Maître,

Je suis l’auteur de l’œuvre [titre] publiée aux éditions [nom].

Je vous saisis en raison du jugement du Tribunal de Commerce de Paris en date du [date] ayant prononcé l’ouverture de la liquidation judiciaire de la société [nom].

Conformément aux dispositions de l’article L. 132-15 du Code de la propriété intellectuelle, je vous notifie par la présente la résiliation de mon contrat d’édition en date du [date]. Pour la bonne forme, vous voudrez bien m’adresser une lettre de restitution des droits.

Conformément aux mêmes dispositions, je vous notifie par la présente mon intention de racheter le stock des exemplaires de mon œuvre à un prix négocié et vous remercie, en conséquence, de bien vouloir revenir vers moi avec un prix d’achat et le nombre d’exemplaires restants.

Enfin, conformément à l’article L. 131-8 du Code de la propriété intellectuelle, je déclare par la présente ma créance privilégiée sur la société [nom], concernant mes droits d’auteur au titre de l’année [année(s) concernée(s)], soit un montant total de [montant] euros.

[Attention, si vous n’avez pas reçu vos redditions de comptes et que vous êtes dans l’incapacité de connaître le montant de votre créance, nous vous invitons à ajouter à la fin du paragraphe précédent la mention « *sauf à parfaire*» et à ajouter, à la suite, le paragraphe suivant :

« *La société [nom] n’ayant pas rempli son obligation de reddition de comptes, conformément à l’article L. 132-17-3 du Code de la propriété intellectuelle, je ne connais pas le montant de mes droits pour la période [année(s) concernée(s)] et vous remercie par conséquent de bien vouloir m’en faire part dans les meilleurs délais, nonobstant tout règlement qu’il vous serait possible de me verser*. »]

Dans l’hypothèse où la liquidation serait prononcée mais qu’il y aurait une reprise par la société tierce, je vous notifie par la présente mon refus de la poursuite de mon contrat par ce tiers sans mon accord préalable et écrit au sein d’un nouveau contrat d’édition.

Je vous prie de croire, Maître, à l’assurance des mes salutations distinguées,

[*Prénom, Nom*]

[*Signature*]